|  |  |
| --- | --- |
|  | **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**  |

**Il est urgent de réformer l’éducation pour permettre une croissance plus rapide et inclusive en Afrique**

**WASHINGTON, 14 octobre 2024** - Malgré les signes d'une reprise économique fragile, la croissance s’enlise en Afrique subsaharienne, menaçant de laisser de côté un grand nombre de jeunes. Selon la dernière édition du rapport *Africa’s Pulse*, qui paraît aujourd’hui sous le titre « Transformer l’éducation pour une croissance inclusive », deux facteurs sont essentiels pour parvenir à relancer la croissance : il faut, d’une part, stabiliser les économies et, d’autre part, transformer l’éducation de manière à doter une main-d’œuvre en plein essor de bases de connaissances plus solides et de compétences en adéquation avec les attentes du marché du travail.

D’après les prévisions de la 30e édition du rapport économique semestriel de la Banque mondiale sur l’Afrique subsaharienne, l'activité régionale devrait croître de 3 % en 2024, contre un point bas de 2,4 % en 2023, principalement grâce à la hausse de la consommation et de l'investissement privés. L'inflation devrait s’atténuer, pour passer de 7,1 % en 2023 à 4,8 % cette année, sous l’effet de politiques monétaires et budgétaires plus strictes, de la stabilisation des devises et d’une diminution des perturbations d'approvisionnement.

Cette reprise est toutefois insuffisante pour sortir des millions de personnes de la pauvreté. La croissance du PIB par habitant reste atone, à 0,5 % seulement en 2024, contre une moyenne de 2,4 % sur la période 2000-2014. Les conflits, le changement climatique et l’explosion des coûts du service de la dette sont autant de freins aux progrès. En 2024, le service de la dette absorbera 34 % des recettes publiques dans la région, au détriment des investissements productifs.

*« Les gouvernements africains progressent dans leurs efforts de stabilisation des finances et de réduction des déficits budgétaires*, souligne **Andrew Dabalen, économiste en chef de la Banque mondiale pour l’Afrique**. *Mais le lourd fardeau de la dette limite leurs investissements dans des secteurs cruciaux comme l’éducation, la santé et les infrastructures, qui sont essentiels pour une croissance inclusive à long terme. »*

La population en âge de travailler augmente à un rythme plus rapide en Afrique que dans les autres régions, à la faveur des progrès de ces vingt dernières années dans la réduction de la mortalité infantile. Or, l’Afrique subsaharienne est aussi la région du monde qui consacre le moins de dépenses par habitant à l'éducation. Les auteurs d'*Africa's Pulse* estiment que, pour parvenir à une éducation universelle d'ici 2030, les systèmes éducatifs devraient absorber environ 170 millions d'enfants et d'adolescents supplémentaires, ce qui nécessiterait la construction d'environ 9 millions de nouvelles salles de classe et le recrutement de 11 millions d'enseignants.

Le défi est de taille, mais la région a déjà accompli des avancées importantes : à l’heure actuelle, 270 millions d’enfants sont scolarisés dans le primaire et le secondaire, et les taux d’achèvement des études primaires se sont considérablement améliorés depuis 2000.

*« À l'avenir, les jeunes Africains devront être bien instruits et correctement qualifiés pour avoir accès à des emplois de meilleure qualité et tirer parti des débouchés créés par l’économie numérique et la transition verte*, » explique **Dabalen**. *Une planification fondée sur des données probantes et des dépenses intelligentes seront essentielles pour élargir l’accès à l’éducation tout en améliorant les résultats en matière d’apprentissage et d’emploi. »*

Actuellement, en Afrique subsaharienne, sept enfants sur dix n’ont pas accès à un enseignement préprimaire, et moins de 1,5 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans suivent une formation professionnelle, contre 10 % dans les pays à revenu élevé. Il est indispensable de combler ces lacunes pour permettre à l’Afrique subsaharienne de réaliser tout son potentiel économique et d’assurer une croissance durable et inclusive. Il est également essentiel de soutenir l’entrepreneuriat et les nouvelles startups, de permettre aux petites entreprises de se développer ainsi qu'attirer des entreprises établies, afin que les titulaires de diplômes qualifiés trouvent des opportunités d’emploi attractives lorsqu’ils entrent et progressent sur le marché du travail.

**Contacts :**

*À Washington :* Caitlin Berczik, (202) 458-9351, cberczik@worldbankgroup.org

*À Pretoria :* Lavinia Englebrecht, +2773 267 6073 lengelbrecht@worldbankgroup.org

**Communiqué de presse**

2025/019/AFR